

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Bimestriel n° 458 • mai-juin 2016 • www.internationalism.org • france@internationalism.org • 1,30 Euro – 2,50 FS – 2 \$ can.

Quelle est la véritable nature du mouvement Nuit debout ?

Rassemblant chaque soir quelques milliers de participants, notamment place de la République à Paris, le mouvement "Nuit debout" fait la Une de l'actualité depuis le 31 mars. S'y réunissent des personnes de tous horizons, des lycéens et des étudiants, des précaires et des travailleurs, des chômeurs et des retraités, dont le point commun est l'envie d'être ensemble, de discuter, de se serrer les coudes contre les adversités de ce système... La sincérité de nombreux participants est indéniable ; les injustices les indignent et ils aspirent au fond à un autre monde, plus solidaire et plus humain. Pourtant, Nuit debout ne développera en rien leur combat et leur conscience. Au contraire, ce mouvement les conduit dans l'impasse et renforce les visions les plus conformistes qui soient. Pire, Nuit debout permet même à des idées nauséabondes, telle la personnalisation des maux de la société sur quelques représentants du système (les banquiers, l'oligarchie...), de s'épanouir sans complexe. Nuit debout ne va ainsi pas seulement égayer tous ceux qui y participent sincèrement, mais représente dès à présent un nouveau coup porté par la bourgeoisie à la conscience de toute la classe ouvrière.

Gouvernement socialiste et syndicats, main dans la main contre la classe ouvrière

Le projet de la loi Travail symbolise à lui seul la nature bourgeoise et anti-ouvrière du Parti socialiste. Cette réforme, qui implique une très forte dégradation des conditions de vie, cherche à diviser toujours plus les salariés en les mettant en concurrence les uns contre les autres. Ce qui fonde ce projet, c'est la généralisation de la négociation "boîte par boîte", pour la durée de travail, la rémunération, les licenciements...

Pour accompagner l'acceptation de cette nouvelle loi, les syndicats ont joué leur rôle habituel : ils ont crié au scandale, exigé la modification ou le retrait de certaines parties du texte initial et prétendu "faire pression" sur le gouvernement socialiste par l'organisation de multiples journées d'actions et de manifestations. Ces défilés syndicaux qui consistent à battre le pavé les uns derrière les autres, au bruit de la sono et de slogans rabâchés *ad nauseam* ("Les travailleurs sont dans la rue, El Khomri, t'es foutue", "Grève, grève, grève générale ! Grève, grève, grève générale !", etc.), sans pouvoir

débattre et construire quoi que ce soit ensemble, n'ont pour seul effet que de démoraliser et véhiculer un sentiment d'impuissance.

En 2010 et 2011, face à la réforme des retraites, ces mêmes journées d'action syndicale s'étaient succédées les unes aux autres durant des mois, rassemblant souvent plusieurs millions de personnes, pour finalement laisser passer l'attaque et, pire, entraîner un épuisement moral qui pèse encore aujourd'hui très fortement sur toute la classe ouvrière.

Il y a en revanche aujourd'hui une différence notable par rapport aux mouvements 2010 et 2011 : le phénomène Nuit debout, qui bénéficie d'une couverture médiatique et politique d'une ampleur et d'une bienveillance rares pour un mouvement prétendument social et contestataire.

Nuit debout, un mouvement plébiscité par... la bourgeoisie

"Nuit debout : le camp des possibles" ou "Nuit debout, ranimons l'imaginaire citoyen" titre le journal *Libération* pour qui "Peu importe l'issue politique du mouvement Nuit debout... Et si, sur les places publiques et ailleurs, se fabriquait de manière balbutiante une

politique plus digne et quotidienne?". Ce soutien est d'ailleurs aussi vrai à l'échelle internationale. De très nombreux médias à travers le monde font une véritable publicité aux assemblées générales de Nuit debout qui réinventeraient, selon eux, la politique et le monde. Certains hommes politiques de gauche et d'extrême-gauche, dont beaucoup sont allés y pointer le bout de leur nez, sont également dithyrambiques. Jean-Luc Mélenchon, cofondateur du Parti de gauche, s'est réjoui de ce rassemblement tout comme le secrétaire national du Parti communiste français, Pierre Laurent. Pour Julien Bayou (EELV), Nuit debout "est un exercice de démocratie radicalisée en temps réel". Même Nathalie Kosciusko-Morizet, candidate à la primaire de la droite, entend sur la place des slogans "intéressants", comme, par exemple : "Nous ne sommes pas seulement des électeurs, nous sommes aussi des citoyens". Le Président de la République en personne, François Hollande, y est allé de son petit salut : "Je trouve légitime que la jeunesse, aujourd'hui par rapport au monde tel qu'il est, même par rapport à la politique telle qu'elle est, veuille s'exprimer, veuille dire

son mot. (...) Je ne vais pas me plaindre qu'une partie de la jeunesse veuille inventer le monde de demain..." Même son de cloche à l'international : "Ces mouvements sont des étincelles magnifiques au milieu d'un ciel obscur" pour Yanis Varoufakis, l'ancien ministre grec des Finances.

Réformisme et démocratisation, les deux piliers idéologiques des Nuits debout

Que valent autant d'éloges de la part d'une partie des grands médias internationaux et des hommes politiques ? La réponse se trouve dans les deux textes fondateurs du mouvement. Le tract distribué par le collectif *Convergence des luttes* lors de la manifestation du 31 mars à Paris et qui a lancé le premier rassemblement sur la Place de la République affirme : "Nos gouvernants sont murés dans l'obsession de perpétuer un système à bout de souffle, au prix de "réformes" de plus en plus rétrogrades et toujours conformes à la logique du néolibéralisme à l'œuvre depuis 30 ans : tous les pouvoirs aux actionnaires et aux patrons, à ces privilégiés qui accaparent les richesses collectives. Ce système nous est imposé, gouvernement après gouvernement, au prix de multiples formes de déni de démocratie...". Le manifeste est du même tonneau : "L'humain devrait être au cœur des préoccupations de nos dirigeants..."

L'orientation est très claire : il s'agit d'organiser un mouvement pour faire "pression" sur les "dirigeants" et les institutions étatiques afin de promouvoir un capitalisme plus démocratique et plus humain. C'est effectivement cette politique qui imprime de son sceau l'ensem-

(suite page 5)

LE TERRORISME

Un instrument de la guerre impérialiste et contre la lutte de classe

Il se peut que les récentes attaques terroristes en France et en Belgique sont une expression des difficultés rencontrées par l'État islamique dans la guerre en Irak et en Syrie, mais les attaques meurtrières soudaines sur la population des pays centraux du capitalisme sont rapidement en train de devenir une réalité quotidienne, tout comme elles le sont depuis plusieurs années en Syrie, en Irak, au Pakistan, en Afghanistan, en Turquie, en Libye, au Nigeria, en Somalie, au Soudan et dans de nombreux autres pays pris dans la zone de guerre aujourd'hui en expansion. En somme, les terroristes ont "rapporté la guerre à la maison", et même si Daech est en train d'être militairement affaibli dans l'aire de son "Califat", il existe de nombreux signes montrant que l'influence de ce groupe ou d'autres similaires se répand en Afrique et ailleurs. C'est parce que les conditions qui engendrent le terrorisme moderne continuent de mûrir. Tout comme Al-Qaïda

fut poussé à l'arrière-plan en tant qu'"ennemi n° 1" avec la montée de l'EI, de nouveaux gangs peuvent émerger, et pas nécessairement islamistes : il semblerait que les deux plus récentes atrocités commises en Turquie aient été réalisées par une tendance ou une ramification du "Parti des travailleurs du Kurdistan".

Nous vivons dans une civilisation, le mode de production capitaliste, qui depuis longtemps a cessé d'être un facteur de progrès pour l'humanité, ses idéaux les plus élevés se sont révélés être complètement dégénérés et corrompus. Dès 1871, à la suite de la Commune de Paris, Marx nota la coopération des grands rivaux nationaux, la France et la Prusse, dans l'écrasement du soulèvement des exploités, et prédit qu'à l'avenir l'appel à la "guerre nationale" ne deviendrait rien de plus qu'une excuse hypocrite pour l'agression et le vol, en tout cas dans les zones capitalistes avancées. En 1915, dans sa *Brochure de Junius*, Rosa Luxemburg soutint que désormais, sur une planète dominée par d'immenses puissances impérialistes, la guerre nationale n'était partout qu'une couverture pour les appétits impérialistes.

Les guerres mondiales et les conflits entre superpuissances qui dominèrent le XX^e siècle lui ont donné entièrement raison.

Et depuis l'effondrement des blocs à la fin des années 1980, la guerre, l'expression la plus manifeste de la compétition et de la crise capitalistes, est devenue de plus en plus irrationnelle et chaotique, une situation soulignée par le carnage en Syrie, qui est en train d'être réduite à l'état de décombres par une foule d'armées et de milices qui à la fois se font la guerre entre elles et se disputent le soutien des nombreux vautours impérialistes survolant la région (les États-Unis, la Russie, la France, la Grande-Bretagne, l'Iran, l'Arabie saoudite...).

L'idéologie irrationnelle de l'État islamique est un clair produit de cette folie généralisée. Dans la période des blocs, l'opposition aux puissances impérialistes dominantes avait tendance à employer des formes plus classiques de nationalisme : l'idéologie de "libération nationale" dans laquelle le but était de développer de nouveaux États nations "indépendants", souvent accompagnée d'un zeste de verbiage "socialiste" lié au soutien

des impérialismes russe ou chinois. Dans une période où non seulement les blocs mais aussi les entités nationales elles-mêmes se fragmentent, le pseudo-universalisme de l'État islamique suscite un attrait plus étendu ; mais par-dessus tout, dans une période de l'histoire qui porte constamment la menace d'une fin de l'humanité, d'un effondrement dans la barbarie sous le poids de la guerre et des crises économique et écologique, une idéologie de l'apocalypse, du sacrifice de soi et du martyre, devient un véritable appât pour les éléments les plus marginalisés et brutalisés de la société bourgeoise. Ce n'est pas par hasard si la plupart du personnel recruté pour les attaques en France et en Belgique vient des rangs des petits délinquants qui ont pris le chemin du suicide et du massacre de masse.

Terrorisme et guerre impérialiste

Le terrorisme a toujours été une arme du désespoir, particulièrement des couches de la société qui souffrent de l'oppression de la société capitaliste et qui n'ont aucun avenir en son

(suite page 3)

Dans ce numéro

Scandale des abattoirs <i>Le capitalisme détruit et méprise la vie</i>	2
Rosa Luxemburg <i>Lettre à Sonia Liebknecht (Extraits)</i>	2
Merci patron! <i>Une dénaturation de ce qu'est la lutte de classe</i>	3
Brexit <i>Savoir ce qui est le mieux pour le capitalisme est une question qui ne concerne pas la classe ouvrière</i>	4
1976-2016 <i>Il y a 40 ans, la démocratie espagnole naissante a fait ses débuts avec des assassins d'ouvriers à Vitoria</i>	6
La politique allemande et le problème des réfugiés (II) <i>Un jeu dangereux avec le feu</i>	8



Le capitalisme détruit et méprise la vie

Il y a plus d'un mois, des vidéos ont été diffusées sur les réseaux sociaux montrant des comportements d'une cruauté sans nom au sein de certains abattoirs français. L'association *L214 Éthique & Animaux* a filmé en caméra cachée et diffusé sa vidéo montrant comment sont traités les animaux d'un abattoir près de Pau. Cette vidéo a été reprise par les réseaux sociaux et les principaux médias dès le 29 mars. Le traitement infligé aux animaux, les atrocités et sévices commis parfois directement par les employés sont insoutenables. Le personnel découpe les animaux encore vivants, les assommant parfois à coups de crochet. Certains poussent des animaux en leur assénant des coups d'aiguillon électrique sur la tête, on voit même un agneau écartelé vivant, pris entre deux crochets en l'absence de l'opérateur. Ce sont des images analogues qui avaient poussé à la fermeture de l'abattoir d'Alès en octobre 2015 et à sa suite l'abattoir du Vigan en février 2016.

Une telle banalisation de pratiques barbares ne saurait signifier qu'elles sont la simple conséquence du sadisme ou du manque de scrupule du personnel. Soumis à des cadences mécanisées infernales, poussés par la rentabilité dans un contexte ultra-concurrentiel, par la compression des effectifs, leurs gestes sont par nécessité expéditifs, provoquant des souffrances inimaginables aux animaux, mais aussi, d'une certaine manière, aux hommes qui doivent les abattre. Cette situation oblige en effet les personnels à se forger une carapace, à la désensibilisation forcée. La bestialité du personnel est avant tout celle du système capitaliste, celle de son pouvoir totalitaire. Les actes de sauvagerie, les plaisanteries et les rires d'employés qui les accompagnent parfois, en apparence totalement assumés, sont autant de mécanismes de défense face à des tâches quotidiennes institutionnalisées et imposées par la logique meurtrière du capital.

Au-delà des pratiques dénoncées, assez courantes, nous devons comprendre que la marque de fabrique de cette société capitaliste est la standardisation, la transformation par la violence de la qualité en quantité. Dans quel but ? La rentabilité, le sacrifice de la nature et de l'homme lui-même à cette seule fin. Tout ce qui ose résister à la quantification est éliminé, méticuleusement disqualifié et exclu.

La concurrence pousse aux élevages en batteries, à des complexes hors sol, au mépris des animaux sauvagement engraisés et bourrés d'antibiotiques⁽¹⁾. Les animaux sont systématiquement transformés en usine à viande, en véritable monstres. Les bovins des *feed-lots* (parcs d'engraissement), par exemple, sont non seulement entassés en masse dans des espaces ultra-réduits, mais déformés physiquement au point de présenter une hypertrophie musculaire. Les vaches laitières ont une espérance de vie très réduite du fait des traites intensives, cela, alors que la surproduction pousse en même temps les éleveurs en colère à épandre leur lait invendu dans les champs ! Les pollutions de ces élevages massifs sont un des fléaux majeurs, les animaux baignant dans leurs déjections avec des risques de maladies accrues.

Les mêmes méthodes d'élevages sont utilisées lors de la sélection des canards ou des oies pour la production du foie gras. On inflige à ces animaux des souffrances terribles et souvent inutiles. D'abord, on sélectionne les mâles car leur foie

grossit plus vite et on demande au personnel de jeter les femelles dans des broyeurs pour les tuer. Certaines agonisent lentement dans des bacs mouvoir. Le gavage lui-même "*occasionne des lésions, des inflammations (œsophagites, entérites), et des infections (notamment des candidoses et des infections bactériennes)*"⁽²⁾. On pourrait continuer ainsi la description de cruautés tout aussi scandaleuses, par exemple sur les porcs ou les animaux domestiques. Mais il est clair que la réalité de cette violence ne se limite en rien aux actes sur les animaux. Elle ne fait que parachever une logique d'uniformisation industrielle totalitaire pour laquelle les animaux sont réduits à des marchandises, tout comme les producteurs à de la force de travail échangeable.

L'association déjà évoquée milite surtout pour l'application de l'article L 214 du Code rural reconnaissant les animaux comme êtres "sensibles"⁽³⁾.

Même si nous pouvons le comprendre, le combat de cette association est voué à l'échec ou du moins ne peut provoquer que des changements très éphémères puisqu'il en appelle simplement à "appliquer la loi". Les lois ne sont en réalité que des "cache-sexes" qui cherchent à nous faire croire que les réactions d'indignation des hommes politiques et leur soutien médiatique peuvent modifier sur le fond de telles pratiques liées fondamentalement à la logique bien réelle du capitalisme et du profit. C'est pourquoi, l'association L214, qui dénonce fort justement de nombreuses pratiques barbares lors d'abattage d'animaux, participe à la mystification sur la légalité bourgeoise lorsqu'elle en appelle aux "élus de la nation" pour "faire appliquer la loi". Elle invite même les "citoyens" à faire pression sur "les personnalités politiques" : "*Politique-animaux.fr se veut un outil au service des citoyens. Les ressources mises à leur disposition pourront les aider à interpeller les élus ou candidats, ainsi qu'à orienter leur vote lors des échéances électorales*".

Quand on voit la manière dont le capitalisme traite les êtres humains, les ouvriers dans les "unités de production" ou les migrants qui fuient les atrocités de la guerre et l'horreur de la faim, on voit mal comment le sort des animaux d'élevage pourrait le préoccuper. La réalité et le caractère éminemment mystificateur des "libertés publiques" et de "l'égalité entre les hommes" érigées en "Droits de l'homme" il y a plus de deux cents ans laissent déjà deviner à quel point le "droit animal" est voué à n'être qu'une coquille vide.

La mise à jour de pratiques alliant l'inhumanité de la production de marchandises et l'excès de cruautés jusqu'au sadisme dans l'abattage des animaux, si elle indignée, n'a pas d'autres finalités que mystifier les "citoyens" sur le terrain de l'ordre capitaliste à l'origine de ces horreurs. Le système a établi des règles hypocrites (des lois) contournées du fait de la logique économique de productivité et du contexte de guerre commerciale généralisée. Dans plusieurs sites de production de viande animale où des comportements barbares commis lors d'abattage d'animaux ont été signalés, au moins une partie de la viande produite avait acquis des labels de qualité (Label rouge et IGP) et, dans plusieurs cas, elle était certifiée bio. Ce qui devrait signifier, en principe, un maximum de précaution et de res-

pect. Le directeur d'un abattoir donne pourtant une explication très limpide sur la raison de ces pratiques barbares lorsqu'il décrit les cadences de travail : "*Il faut tuer 15 000 agneaux en quinze jours pour Pâques. Si on travaillait plus sereinement, ils ne mettraient pas ce type d'action*"⁽⁴⁾.

En fait, plus la barbarie se développe au sein de cette société, plus sont utilisés n'importe quel argument ou règlement pour en masquer les causes et continuer à vendre n'importe quel produit en tentant d'augmenter les profits. Pour cela, le marketing imagine de nouveaux "labels" qui visent à inciter le consommateur à acheter des produits d'une marque qui revendique une prétendue "éthique" ou "qualité supérieure". Mais ces labels ne préservent pas de la réalité de la décadence en marche du système capitaliste. Comme le dit un expert, consultant en sécurité alimentaire, nous sommes là devant des images "*révélatrices du fonctionnement standard des abattoirs en France [dans lesquels] les cas de maltraitance ou de négligence sont quotidiens*"⁽⁵⁾.

En fait, on ne prend pas plus de précaution dans l'abattage d'animaux que lorsqu'on découpe du bois ou que l'on trie des pierres. Et il en va de même pour les êtres humains robotisés par les rapports sociaux et qui

4) "Un abattoir du Pays basque fermé après la découverte d'actes de cruauté" (*Le Monde*, 29 mars 2016).

5) "Actes de cruauté dans un abattoir du Gard certifié bio" (*Le Monde*, 23 février 2016).

ne sont que de la force de travail à exploiter, des "choses", plus exactement des marchandises qu'on achète et qu'on vend sur le marché du travail.

Le capital se fiche totalement des êtres humains et des animaux. Son organisation implacable n'a pas pour finalité la satisfaction des besoins humains. Elle ne répond qu'à la loi du marché et du profit. On prétend que la folie destructrice du capital serait le prix à payer pour nourrir les hommes. Ceci est faux. La réalité est que les industriels produisent de manière aveugle avec un objectif quasiment unique : vendre à tout prix la marchandise. Nourrir n'est donc qu'une simple conséquence dont se moque le système. Et en l'occurrence, il faudrait bien souvent plutôt parler d'empoisonnement (voir nos articles sur la malbouffe sur <https://fr.internationalism.org>). C'est ce qui explique que cette logique totalitaire puisse aussi permettre que "*toutes les cinq secondes un enfant de moins de dix ans meurt de faim. Sur une planète qui regorge pourtant de richesses... Dans son état actuel, en effet, l'agriculture mondiale pourrait nourrir sans problèmes 12 milliards d'êtres humains, soit deux fois la population actuelle. Il n'existe donc à cet égard aucune fatalité. Un enfant qui meurt de faim est un enfant assassiné*"⁽⁶⁾.

6) *Destruction massive – Géopolitique de la faim*, 2011, Jean Ziegler (rapporteur spécial à l'ONU pour le droit à l'alimentation entre 2000 et 2008).

Rappelons aussi comment les gouvernements des pays européens viennent de marchander avec le gouvernement de Turquie l'acceptation ou le rejet des nouveaux migrants, traités comme du bétail qu'on parque et déplace sans aucune préoccupation de respect et de dignité. L'État capitaliste traite les êtres humains comme il traite les animaux et réciproquement.

Bien sûr, les bourgeois ne pratiquent pas eux-mêmes directement ces gestes horribles qu'ils commanditent et que bien souvent ils méprisent en prenant bien soin de les observer à distance. Jamais, pour la plupart, ils ne supporteraient de se salir les mains ! Ils disposent pour cela d'une masse d'exploités. Peu importe les conséquences sur les humains ou les animaux, ces "êtres sensibles" que le capital méprise et broie. Tout cela, Rosa Luxemburg le reconnaissait déjà et le dénonçait, il y a un siècle, affirmant par là-même son grand sens moral, comme en témoigne une de ses lettres (voir la republication de ce texte de Rosa Luxemburg ci-dessous). Elle savait se sentir proche d'un animal qui souffrait après avoir été battu violemment par un soldat parce qu'il n'arrivait pas à franchir un obstacle. Et elle était capable d'assimiler cette férocité aux actes barbares commis entre êtres humains en temps de guerre : "*Et devant mes yeux, je vis passer la guerre dans toute sa splendeur...*"

Paco, 22 avril 2016

ROSA LUXEMBURG

Lettre à Sonia Liebknecht depuis la forteresse de Breslau mi-décembre 1915 (Extraits)

Ah ! Ma petite Sonia, j'ai éprouvé ici une douleur aiguë. Dans la cour où je me promène arrivent tous les jours des véhicules militaires bondés de sacs, de vieilles vareuses de soldats et de chemises souvent tachées de sang... On les décharge ici avant de les répartir dans les cellules où les prisonnières les raccommode, puis on les recharge sur la voiture pour les livrer à l'armée.

Il y a quelques jours arriva un de ces véhicules tiré non par des chevaux, mais par des buffles. C'était la première fois que je voyais ces animaux de près. Leur carrure est plus puissante et plus large que celle de nos bœufs ; ils ont le crâne aplati et des cornes recourbées et basses ; ce qui fait ressembler leur tête toute noire avec deux grands yeux doux plutôt à celle des moutons de chez nous. Ils sont originaires de Roumanie et constituent un butin de guerre (...)

Les soldats qui conduisent l'attelage racontent qu'il a été très difficile de capturer ces animaux qui vivaient à l'état sauvage et plus difficile encore de les dresser à traîner des fardeaux. Ces bêtes habituées à vivre en liberté, on les a terriblement maltraitées jusqu'à ce qu'elles comprennent qu'elles ont perdu la guerre : l'expression *vae victis* [« malheur aux vaincus », en latin] s'applique même à ces animaux (...). Une centaine de ces bêtes se trouveraient en ce moment rien qu'à Breslau.

En plus des coups, eux qui étaient habitués aux grasses pâtures

de Roumanie n'ont pour nourriture que du fourrage de mauvaise qualité et en quantité tout à fait insuffisante. On les fait travailler sans répit, on leur fait traîner toutes sortes de chariots et à ce régime ils ne font pas long feu. Il y a quelques jours, donc, un de ces véhicules chargés de sacs entra dans la cour.

Le chargement était si lourd et il y avait tant de sacs empilés que les buffles n'arrivaient pas à franchir le seuil du porche. Le soldat qui les accompagnait, un type brutal, se mit à les frapper si violemment du manche de son fouet que la gardienne de prison indignée lui demanda s'il n'avait pas pitié de ces bêtes.

« Et nous autres, qui donc a pitié de nous ? », répondit-il, un sourire mauvais aux lèvres, sur quoi il se remit à taper de plus belle (...)

Enfin les bêtes donnèrent un coup de collier et réussirent à franchir l'obstacle, mais l'une d'elle saignait (...). Ma petite Sonia, chez le buffle l'épaisseur du cuir est devenue proverbiale, et pourtant la peau avait éclaté. Pendant qu'on déchargeait la voiture, les bêtes restaient immobiles, totalement épuisées, et l'un des buffles, celui qui saignait, regardait droit devant lui avec, sur son visage sombre et ses yeux noirs et doux, un air d'enfant en pleurs.

C'était exactement l'expression d'un enfant qu'on vient de punir durement et qui ne sait pour quel motif et pourquoi, qui ne sait comment échapper à la souffrance

et à cette force brutale (...) J'étais devant lui, l'animal me regardait, les larmes coulaient de mes yeux, c'étaient ses larmes. Il n'est pas possible, devant la douleur d'un frère chéri, d'être secouée de sanglots plus douloureux que je ne l'étais dans mon impuissance devant cette souffrance muette.

Qu'ils étaient loin les pâturages de Roumanie, ces pâturages verts, gras et libres, qu'ils étaient inaccessibles, perdus à jamais ! Là-bas, comme tout – le soleil levant, les beaux cris des oiseaux ou l'appel mélodieux des pâtres – comme tout était différent. Et ici cette ville étrangère, horrible, l'étable étouffante, l'odeur du foin écœurant et moisi mélangé à de la paille pourrie, ces hommes inconnus et terribles et les coups, le sang ruisselant de la plaie ouverte (...)

Oh, mon pauvre buffle, mon pauvre frère bien-aimé, nous sommes là tous deux aussi impuissants, aussi hébétés l'un que l'autre, et notre peine, notre impuissance, notre nostalgie font de nous un seul être ! Pendant ce temps, les prisonniers s'affairaient autour du chariot, déchargeant de lourds ballots et les portant dans le bâtiment. Quant au soldat, il enfonça les deux mains dans les poches de son pantalon, se mit à arpenter la cour à grandes enjambées, un sourire aux lèvres, en sifflant une rengaine qui traîne les rues. Et devant mes yeux, je vis passer la guerre dans toute sa splendeur (...)

2) "Des canetons broyés et mutilés pour produire du foie gras" (*Le Monde*, 21 décembre 2015).

3) "Tout animal étant un être sensible doit être placé par son propriétaire dans des conditions compatibles avec les impératifs biologiques de son espèce" (Article L 214-1 du Code rural).

1) Ce qui favorise au passage la prolifération de bactéries résistantes et réduit l'efficacité des médicaments pour les hommes également.

Une dénaturation de ce qu'est la lutte de classe

Le film-documentaire *Merci patron!* sorti en février 2016 connaît un grand succès en France avec plus de 300 000 entrées et un large relais dans les médias. Comment expliquer ce succès? Le thème du film a évidemment attiré une partie de la population qui ne supporte plus la société dans laquelle nous vivons. *Merci patron!* dénonce, avec dérision, la paupérisation de la classe ouvrière et la misère physique et psychologique dans laquelle la plonge le chômage de masse. Ainsi, il n'est pas surprenant qu'une partie des ouvriers se reconnaisse dans la dénonciation des conditions de vie que soulève ce documentaire. *Merci patron!* exalte également un désir de combat, une volonté de ne pas se laisser faire face à la rapacité des capitalistes, mais sur un terrain où brille l'impuissance et l'absence de perspective. La volonté de s'opposer au patron est un aspect qui a sans doute séduit ceux qui se sont reconnus dans cette attitude de combat. Ainsi, d'une certaine façon, ce documentaire semble offrir un bol d'air frais dans une période où la classe ouvrière ne parvient pas réellement à faire entendre sa voix.

Ce film-documentaire est réalisé par le journaliste et membre fondateur du journal *Fakir*, François Ruffin. Ce dernier s'assume ouvertement comme un journaliste engagé, très critique sur le monde des médias en général. À l'image du journal *Fakir*, il se réclame indépendant politiquement mais ne cache pas ses sympathies pour le Front de gauche. Il se déclare même être un "compagnon de route" de cette formation politique.

Par ailleurs, François Ruffin ne se réclame pas de la classe ouvrière mais prétend plutôt appartenir "à la petite-bourgeoisie intellectuelle". Ce qui selon lui, n'est pas un obstacle pour "entrer en contact avec une autre classe". François Ruffin souhaite donc unir la classe ouvrière aux couches intermédiaires comme la petite-bourgeoisie, considérant celle-ci comme le moteur d'un changement social. Voici ce que le fondateur de *Fakir* répondait dans une interview accordée dernièrement au site *Ballast*: "*Lénine disait: "Une situation pré-révolutionnaire éclate lorsque ceux d'en haut ne peuvent plus, ceux d'en bas ne veulent plus et ceux du milieu basculent avec ceux d'en bas". Il y a un gros travail à faire sur la classe intermédiaire pour la faire basculer avec ceux d'en bas. Sans prétention, j'estime que c'est sur ce point que je suis le meilleur. Faire une jonction de classes. Avec Merci patron!, j'ai fait un film transclasse*". François Ruffin a au moins le mérite d'exposer ouvertement ses buts politiques!

Il était important de revenir sur l'identité politique de François Ruffin et du journal *Fakir* pour bien comprendre que *Merci patron!* draine un certain nombre de "tares" précisément apparentées aux couches intermédiaires de la société qui ne sont porteuses d'aucune perspective en mesure de changer réellement la société.

Dans ce film, François Ruffin se fait passer pour un "fan" de Bernard Arnault, le PDG du groupe LVMH. Il souhaite rétablir le dialogue entre les ex-salariés du groupe, licenciés suite à des délocalisations et le milliardaire français. Sur son parcours, il croise la route de Jocelyne et Serge Klur, deux anciens salariés d'une usine textile proche de Valenciennes, désormais au chômage, vivant avec trois euros par jours et sous le coup d'une expropriation. À la manière d'un super-héros qui n'a pas peur de se battre seul contre les "puissants", François Ruffin s'engage à sauver la famille Klur en montant un stratagème contre Bernard Arnault.

Le premier miroir aux alouettes ten-

du par ce documentaire-fiction est de se polariser sur la figure de Bernard Arnault. Il s'agit en fait de réduire le mécanisme de l'exploitation capitaliste à des patrons véreux, sans dénoncer globalement le système, c'est-à-dire une forme de société basée sur un rapport social d'exploitation entre les salariés et les "patrons". Cette façon de présenter les choses laisse la porte grande ouverte à l'idée qu'il puisse exister des patrons modèles se préoccupant davantage du bien-être de leurs employés que de l'augmentation des profits de leurs entreprises. D'ailleurs, la bourgeoisie utilise très souvent la légende du "bon" ou du "mauvais" patron en claironnant les prétendues vertus du réformisme social d'un Louis Gallois ou d'un Guillaume Pépy, deux PDG classés plutôt à gauche. En creux, le documentaire dissimule également que le fer-de-lance du capitalisme décadent n'est autre que l'État bourgeois et ses innombrables tentacules totalitaires qui s'enfoncent toujours plus profondément pour mieux contrôler tous les aspects de la vie sociale et... économi-

suite de la page 1

que. *Merci patron!* laisse donc planer l'idée que la classe ouvrière pourrait détenir de meilleures conditions de vie si le "droit patronal" était mieux "régulé" et si le capitalisme était "moralisé" ou "humanisé". Cette posture franchement réformiste nie la validité d'un conflit d'intérêts irrémédiable dans la société capitaliste entre les salariés et les détenteurs des moyens de production. Rien d'étonnant pour un François Ruffin qui doute, à juste titre, "d'être réellement un révolutionnaire" et qui se reconnaît davantage dans le portrait que dresse à son égard le sociologue libertaire Jean-Pierre Garnier, à savoir "un réformiste allant jusqu'au bout de ses idées plutôt qu'un révolutionnaire en peau de lapin".

Afin de sauver la famille Klur, Ruffin se fait passer pour leurs fils, et fait savoir au groupe LVMH que "ses parents" souhaitent faire connaître leur situation à différents médias, au journal *Fakir* et même au président de la République afin qu'elle soit rendue publique. Le chantage porte ses fruits puisque LVMH accepte de recouvrir les dettes

de la famille et offre un CDI à Serge Klur dans un magasin Carrefour appartenant à Bernard Arnault. Même si ce combat semble partir d'un sentiment apparemment légitime, les méthodes employées (le chantage, la manipulation, l'intimidation) sont totalement étrangères à la classe ouvrière. Celle-ci lutte ouvertement et unie pour un seul et même objectif: la destruction du capitalisme. Elle ne se reconnaît en rien dans ces méthodes indignes, manœuvrières et dénuées de franchise animées par la simple révolte individuelle.

Enfin, ce film est une caricature de la façon dont la gauche du capital dépeint la classe ouvrière, à savoir des individus atomisés, soumis, sans courage, nageant en plein désespoir, incapables de s'indigner face à leur condition de vie insoutenable. Pour preuve, ce passage où Serge Klur se dit prêt à accepter tout boulot que pourrait lui donner Bernard Arnault pour 1500 euros.

François Ruffin nous dépeint en définitive une classe ouvrière prête à se prostituer qui ne peut se défendre sans l'aide des syndicats et des couches in-

tellektuelles "éclairées". S'il est vrai que les salariés ont aujourd'hui beaucoup de mal à se considérer en tant que classe exploitée, cela ne signifie pas que l'indignation, le combat uni par-delà les frontières, l'aspiration à une société sans exploitation ni guerre, autrement dit le potentiel politique qu'a démontré la classe au cours de son histoire ait à jamais disparu. Le but historique de la lutte du prolétariat n'est pas la défense de salaires "justes" mais d'abolir définitivement toute forme d'exploitation. Ce documentaire ignore autant qu'il dissout complètement cet héritage.

Il est significatif que ce documentaire ait trouvé un écho au sein du mouvement Nuit debout (dans lequel François Ruffin et des individus de son acabit jouent un rôle de premier plan) où la multitude des revendications individuelles parvient à prendre le pas sur l'affirmation pourtant nécessaire d'un objectif commun et unifié propre à la classe ouvrière et finit par noyer cet objectif.

Paul, 3 mai 2016

Le terrorisme...

utile de la politique étrangère de tout État ou aspirant à le devenir, essayant de se tailler un créneau sur l'arène mondiale.

Cela ne signifie pas que des actes de terrorisme ne sont pas également utilisés par des États plus respectables: les services secrets de pays démocratiques comme les États-Unis et la Grande-Bretagne, sans oublier Israël, bien sûr, ont une longue tradition d'assassinats ciblés et même d'opérations sous fausse bannière, sous l'apparence de factions ouvertement terroristes. Mais retournons à la comparaison entre la ceinture d'explosifs et le chasseur-bombardier sophistiqué. Il est vrai que le modèle pour les terroristes est moins la liquidation habile de tel ou tel individu gênant par la CIA ou le Mossad que l'effarant pouvoir de destruction des canons et des avions d'armées établies, des armes qui peuvent pulvériser des villes entières en l'espace de quelques jours. La logique de la guerre impérialiste est le massacre systématique de populations entières; et c'est quelque chose qui s'est visiblement accéléré ces cent dernières années, de la Première Guerre mondiale et ses combats principalement entre armées sur le champ de bataille, en passant par le nombre immense de civils arrosés de bombes ou exterminés dans les camps de la mort durant la Seconde Guerre mondiale, jusqu'à la potentielle menace d'annihilation du genre humain tout entier.

"Vos armées tuent nos enfants avec vos avions, nous vous rendons donc la monnaie de votre pièce en tuant vos enfants avec nos bombes". C'est la justification des terroristes fréquemment entendue sur leurs vidéos antérieures ou postérieures à leurs atrocités. Encore une fois, ceci montre à quel point ils suivent fidèlement l'idéologie de l'impérialisme. Loin de s'en prendre aux réels responsables de la guerre et de la barbarie, la petite classe d'exploiteurs et leurs systèmes étatiques, leur haine est dirigée vers des populations entières de vastes régions du globe, qui deviennent toutes des cibles légitimes, et ils jouent ainsi leur rôle dans le renforcement de la fausse unité entre exploités et exploités qui empêche tout ce système pourri de craquer. Et

cette attitude consistant à diaboliser des pans entiers de l'humanité est en pleine adéquation avec la déshumanisation de groupes particuliers qui peuvent ensuite faire l'objet de pogroms et d'attentats à la bombe dans des zones d'opérations plus courantes: les hérétiques chiites, les chrétiens, les yazidis, les juifs, les Kurdes, les Turcs...

Cette idéologie de vengeance et de haine résonne le plus souvent dans le discours de la droite en Europe et en Amérique, qui tend aujourd'hui à voir tous les musulmans et l'islam lui-même comme représentant la vraie menace pour la paix et la sécurité, désigne chaque réfugié des zones déchirées par la guerre comme une potentielle "taupe" terroriste, justifiant ainsi les mesures les plus impitoyables d'expulsion et de répression à leur encontre. Cette sorte de bouc-émissarisation est un autre moyen de masquer les réels antagonismes de classes dans cette société: le capitalisme est en crise profonde et insoluble, mais ne cherchez pas à savoir comment le capitalisme fonctionne au bénéfice de quelques-uns et pour le malheur du plus grand nombre, faites porter le chapeau à une partie du plus grand nombre, pour l'empêcher ainsi de s'unir contre les quelques-uns. C'est un stratagème très ancien, mais la montée du populisme en Europe et en Amérique nous rappelle qu'il ne faut jamais le sous-estimer.

L'État démocratique n'est pas notre ami

Mais l'expansion du terrorisme, de l'islamisme radical et de ses images en miroir islamophobe et populiste ne devraient pas nous masquer une autre vérité très importante: dans les pays du centre du capitalisme, la principale force de conservation du système est l'État démocratique. Et tout comme l'État démocratique ne répugne pas à utiliser des méthodes terroristes, directement ou indirectement, dans sa politique étrangère, il utilisera chaque attaque terroriste pour renforcer tous ses pouvoirs de contrôle social et de répression politique. En Belgique, dans les jours suivant les attaques de Bruxelles, les pouvoirs policiers de l'État ont été considérablement renforcés: une nouvelle loi a été mise en place, aug-

mentant la possibilité de descentes de police et d'écoutes téléphoniques, introduisant un suivi plus rapproché des financements "douteux". Comme toujours, il y a eu une présence particulièrement ostensible de la police et de l'armée dans les rues. Des leçons ont été tirées de l'attaque contre *Charlie hebdo* à Paris qui a initialement donné lieu à des rassemblements spontanés exprimant la colère et l'indignation, requérant un effort majeur des médias et des politiciens pour être sûrs que tout ceci serait contenu dans le cadre de l'unité nationale. Cette fois, il y a eu des appels clairs de la police pour que les gens restent chez eux. En somme, faisons confiance à l'État démocratique, la seule force qui puisse nous protéger contre cette horrible menace. Les médias, pendant ce temps, poussaient la population à s'habituer à cette nouvelle et quotidienne ambiance de peur. Bien sûr, il y a eu un grand débat sur l'apparente incompétence des services de sécurité belges, qui ont ignoré un certain nombre d'indices avant les attaques. Mais le résultat final des investigations sur de telles carences sera de trouver des moyens d'améliorer la surveillance et le contrôle de la population entière.

Accroître les pouvoirs de l'État policier peut être utilisé contre la population, et la classe ouvrière en particulier, face à toute future explosion sociale provoquée par la crise du système, tout comme les lois contre les groupes terroristes qui "méprisent la démocratie" peuvent être utilisées contre des groupes politiques authentiquement révolutionnaires qui mettent en question l'ensemble du système capitaliste. Mais par-dessus tout, de la même manière que les idéologies islamiste et/ou nationaliste des terroristes servent à enterrer les réels conflits de classes dans tous les pays, l'appel à l'unité nationale derrière l'État démocratique sert à empêcher les exploités et les opprimés de n'importe quel pays de reconnaître que leur seul avenir réside dans la solidarité avec leurs frères et sœurs de classe à travers le monde, et dans la lutte commune contre un ordre capitaliste en pleine putréfaction.

D'après *WR*, organe de presse du CCI au Royaume-Uni

Savoir ce qui est le mieux pour le capitalisme est une question qui ne concerne pas la classe ouvrière

Les arguments de chaque camp dans le référendum pour le maintien ou non du Royaume-Uni dans l'Union Européenne sont d'une grande bêtise. Tous font des déclarations extravagantes sur les avantages de rester ou de quitter l'UE tout en avertissant des dangers de la politique du camp adverse dans une pantomime perpétuelle à base de : "Oh non, ce n'est pas ça !" ou de : "Oh oui, ça l'est !".

Cependant il est clair dès le départ qu'il ne peut y avoir qu'un seul gagnant : la classe dirigeante capitaliste britannique. On nous a demandé de considérer la question sous l'angle et la préoccupation de l'intérêt supérieur de la Grande-Bretagne : "Qu'est-ce qui est le mieux pour la Grande-Bretagne ?" L'emploi, les prix, les prestations sociales, les pensions, le revenu familial, les perspectives pour les grandes et petites entreprises, la sécurité, l'immigration, la souveraineté, le terrorisme... et tout ce à quoi on peut penser, tout devrait être examiné à l'aune de l'adhésion du Royaume-Uni à l'UE. Or "ce qui est le mieux pour le capitalisme britannique", dès qu'il est considéré dans un contexte international, signifie "ce qui est le mieux pour l'impérialisme britannique".

Le fait que les ouvriers sont exploités par la classe capitaliste implique que leurs intérêts ne sont pas du tout les mêmes. Beaucoup de groupes et de partis, prétendant parler au nom de la classe ouvrière, donnent des recommandations sur comment voter. Le Parti travailliste dit que le fait de rester dans l'UE garantit des emplois, de l'investissement et une "protection sociale". Beaucoup de gauchistes font campagne contre l'adhésion à l'Union Européenne, au motif que l'Europe des patrons est contre les nationalisations, impose l'austérité et attaque les droits des travailleurs. En réalité, l'une des principales attaques contre la classe ouvrière en Grande-Bretagne aujourd'hui, réside précisément dans la propagande autour du référendum et dans les illusions semées sur le processus démocratique et l'Union européenne que tous les discours mensongers de la bourgeoisie essaient de répandre.

Les divisions de la bourgeoisie anglaise

Ce qui est approuvé par ceux qui veulent sortir et ceux qui veulent rester (ce qui profitera aux entreprises britanniques, ce qui sera bon pour l'État capitaliste britannique) est la base commune d'une campagne idéologique qui ne peut avoir comme effet que de désorienter davantage une classe ouvrière qui ne sait déjà pas où sont ses propres intérêts et dans quelle mesure elle a la capacité de changer la société. Cependant, cette campagne n'est pas que du cirque (bien qu'il y ait beaucoup de cela), dans la mesure où elle exprime et a exprimé depuis des décennies, de réelles divergences au sein de la classe dominante sur l'adhésion à l'UE.

La fraction dominante de la bourgeoisie britannique voit des avantages à faire partie de l'Union Européenne sur le plan économique, impérialiste et social. Les grandes entreprises du FTSE100, la majorité de l'industrie manufacturière, les grandes banques et autres institutions financières, les corporations multinationales, beaucoup de collectivités locales, des organismes représentant les hommes de loi et les scientifiques, tous reconnaissent

l'importance d'accéder à un marché européen de 500 millions de personnes. Les affaires possibles avec l'UE, le fait que les échanges de l'Europe avec le reste du monde représentent 20% des importations et exportations mondiales, l'attraction qu'exerce l'UE sur les autres pays pour les investissements est une nécessité pour le Royaume-Uni dans le cadre de sa stratégie impérialiste. A l'extérieur, les principales fractions de plusieurs grands pays capitalistes savent aussi que leur intérêt va dans le sens d'un maintien de la Grande-Bretagne dans l'UE. En Europe même, les dirigeants allemands, français, espagnols et suédois se sont exprimés en faveur du maintien de la Grande-Bretagne dans l'UE.

En dehors de l'Europe, il est significatif que le président des États-Unis, Obama, fasse partie de ceux qui soutiennent le maintien du Royaume-Uni dans l'Europe. La question des rapports entre les États-Unis et la Grande-Bretagne n'est pas simple. Pendant la période des deux blocs impérialistes dirigés par les États-Unis et l'URSS, l'Angleterre était un membre à part entière du bloc de l'Ouest, un allié loyal de l'Amérique. C'est durant cette période que furent fondés les précurseurs de l'Union européenne, la Communauté européenne du charbon et de l'acier et son successeur, la Communauté économique européenne, qui faisaient aussi partie du bloc impérialiste dirigé par les États-Unis. Mais, avec l'effondrement du bloc de l'Est et la dissolution du bloc de l'Ouest qui en a été la conséquence, les intérêts impérialistes et économiques du capitalisme britannique se sont déplacés. Au niveau impérialiste, la Grande-Bretagne a essayé de suivre une voie indépendante tout en gardant des alliances avec d'autres puissances quand la situation l'exigeait. Au niveau économique, près de la moitié du commerce anglais s'effectue avec l'Europe, alors que 20% des exportations sont dirigés vers les États-Unis. Dans un article publié dans *WR* n° 353 en 2012, *Pourquoi le capitalisme britannique a besoin de l'Europe*, nous disions que "l'examen du marché international britannique montre que ses intérêts économiques se focalisent sur l'Europe et les États-Unis. Ceci aide à comprendre les actions de la classe dominante britannique ces dernières années (...). D'un côté, ce serait une erreur de voir une relation mécanique entre les intérêts économiques et impérialistes de la Grande-Bretagne, d'un autre côté, ce serait aussi une erreur de n'y voir aucun lien. L'analyse de la dimension économique révèle quelques-uns des fondements de la stratégie de la Grande-Bretagne dans le maintien de la position d'équilibre entre l'UE et les États-Unis." Pour l'Oncle Sam, le Royaume-Uni est toujours un cheval de Troie en Europe, un moyen potentiel d'empêcher l'Allemagne de menacer la puissance américaine. Pour le Royaume-Uni, l'Allemagne est un partenaire commercial important, mais aussi un rival impérialiste potentiel.

Mais qu'en est-il de ceux qui font campagne pour sortir de l'UE? Qui sont-ils? Que représentent-ils? Sur le plan économique, on a entendu les gestionnaires des fonds spéculatifs privilégier la sortie de l'UE ainsi qu'en général, les petits patrons et les responsables des petites et moyennes entreprises. S'il n'y avait rien d'autre à considérer, leur position serait facile à expliquer. La loi actuelle profite aux



Pour la classe ouvrière, les possibilités d'un changement social ne résident pas dans un processus électoral et démocratique du capitalisme...

fonds spéculatifs, mais ces catégories sont naturellement enclines à se plaindre de toute forme de régulation qui entrave leur quête de profit. Quant à la taille des petites entreprises, elle ne pourrait bien être que la conséquence d'un manque de compétitivité mais cela ne les empêche pas d'en blâmer l'UE, le gouvernement anglais, les collectivités locales ou encore les pratiques des plus grosses entreprises. Tout peut être la cible de leur frustration, alors qu'en réalité, elles souffrent tout simplement des lois du marché.

Cependant, sur le plan politique, les fractions de la bourgeoisie qui soutiennent le Brexit sont remarquables par leur diversité et ne sont pas de manière évidente liées à un groupe ou à des couches sociales en particulier. On y retrouve les partis d'extrême-droite de l'UKIP au BNP, les eurosceptiques du Parti conservateur, et à gauche, un panel de staliniens et de trotskistes. Voici un rassemblement très disparate doté d'un large éventail de rhétorique et d'hypocrisie. Quand on voit un Michael Gove ou un Duncan Smith (qui sont au gouvernement depuis 2010 et appartiennent à un parti qui a été au pouvoir pendant 60 ans au cours des 100 dernières années) oser brandir des banderoles clamant : "Reprenons le contrôle!", on a là un exemple édifiant du double langage de ces fonctionnaires blanchis de longue date sous le harnais de l'appareil d'État capitaliste. Cependant, les fractions favorables au "Brexit" ont autre chose en commun : c'est leur attachement à la rhétorique du populisme, se donner l'air d'être contre "l'ordre établi", évoquant la nostalgie d'un passé mythique, jouant les perpétuels va-t'en guerre contre

une menace extérieure. Dans une période de décomposition sociale croissante, le populisme est un phénomène en vogue. Aux États-Unis, il y a le Tea Party et Donald Trump, en Allemagne AFD et Pegida, en France le Front national et, à gauche, il y a Podemos en Espagne et Syriza en Grèce. Plus près de nous, lors des élections générales au Royaume-Uni de 2015, la campagne populiste du Parti national écossais fut la cause de la déroute de presque tous les députés travaillistes écossais.

Nous avons l'exemple de l'union de deux politiciens populistes lors d'un meeting anti-UE, lorsque Nigel Farage de l'UKIP (extrême-droite) a présenté Georges Galloway du *Respect Party* comme "l'un des plus grands orateurs de ce pays" et comme "une figure imposante de la gauche de l'appareil politique britannique". Galloway a expliqué de son côté : "Nous ne sommes pas des amis ni du même bord mais nous défendons une cause commune. Comme Churchill et Staline..." La comparaison est limpide... Galloway voit le rapprochement entre la gauche et la droite classique comme une alliance impérialiste dans une guerre dont les enjeux sont la mort et la destruction à une grande échelle. Il n'a pas tort. Mais Farage et Galloway représentent eux-aussi les forces de guerre impérialiste et la destruction, au même titre que toutes les autres fractions de la classe dominante. Le problème le plus immédiat posé par la montée du populisme est celui-ci : alors que c'est de toute évidence un phénomène qui peut être utilisé par la bourgeoisie, le danger existe que ce phénomène échappe au contrôle des

principaux partis politiques et constitue une entrave aux manœuvres politiques habituelles de la bourgeoisie.

Les intérêts de la classe ouvrière

Nous n'avons pas l'intention de spéculer sur les résultats du référendum à venir. Il est difficile de savoir quelles fractions de la bourgeoisie tireraient un bénéfice de la sortie de l'UE dans la mesure où cette sortie poserait un grave problème au capitalisme britannique. Mais la bourgeoisie britannique est la plus expérimentée du monde et sera certainement capable d'assumer une victoire du maintien dans l'UE de même qu'elle sera capable de s'adapter à tout autre résultat.

Ce qui est important pour la classe ouvrière, c'est de voir que la campagne autour du référendum sur l'UE est entièrement sur le terrain de la classe dominante. Il n'y a pas à choisir entre les deux propositions, dans la mesure où les deux commencent et finissent par la continuation du capitalisme britannique et de ses exigences impérialistes.

Pour la classe ouvrière, les possibilités d'un changement social ne résident pas dans un processus électoral et démocratique du capitalisme. Parce que, pour être efficace, la lutte de la classe ouvrière doit être consciente. A ce stade, lorsque les ouvriers gardent quelque idée sur leur identité de classe, ils sont en mesure de résister à la propagande de toutes les fractions de la bourgeoisie. Il y a quarante ans, en 1975, il y a déjà eu un référendum sur l'adhésion à l'UE. Comme aujourd'hui, il y a eu un accord entre les principales fractions des partis les plus importants, mais là aussi, on avait pu voir dans le camp du "non", le rapprochement entre le champion de l'extrême-droite, Enoch Powell et le représentant de l'aile la plus à gauche des travaillistes, Tony Benn. A cette époque, la campagne pour ou contre l'adhésion à l'UE faisait partie des tâches du Parti travailliste au pouvoir, essayant de convaincre les ouvriers qu'ils avaient intérêt à se prononcer et à laisser leurs luttes de côté et à mettre leurs espoirs dans le suivi des consignes d'un parti de gauche. Aujourd'hui, la classe ouvrière ne lutte pas du tout au même niveau que dans les années 1970 et 1980, mais toujours avec la perspective d'un monde basé sur des relations de solidarité et non plus sur l'exploitation, elle a toujours le potentiel pour transformer la société.

CAR, 9 avril 2016

À lire et à paraître sur le site internet du CCI

- *En défense du CCI et de l'organisation marxiste révolutionnaire (réponse à un ex-membre)*
- *Réponse aux ex-membres de notre section en Turquie*
- *Migrants et réfugiés : victimes du capitalisme (Partie III)*
 - *James Connolly et le nationalisme irlandais*

fr.internationalism.org

Quelle est la véritable nature de Nuit debout ?

ble de la vie de Nuit debout. Il suffit d'observer les actions qui sortent du travail des commissions et des assemblées : "Apéro chez Valls" (quelques centaines de manifestants ont essayé d'aller prendre l'apéro chez le Premier ministre le 9 avril), manifestation vers l'Élysée (le 14 avril, à la suite d'une émission de télévision à laquelle participait François Hollande), occupation d'une agence BNP Paribas à Toulouse, pique-nique dans un hypermarché grenoblois, perturbation de la tenue du conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté et des conseils municipaux de Clermont-Ferrand et de Poitiers, établissement d'une ZAD à Montpellier, occupation d'un MacDonald's à Toulouse, tags sur les vitrines des banques, dépôt de poubelles devant les portes de certaines mairies de Paris, etc.

Les propositions les plus populaires lors des assemblées générales parisiennes sont toutes aussi révélatrices de cette orientation politique d'espérer quelques aménagements superficiels ou faussement radicaux du système capitalistes : manifester pour une "démocratie écologique", salaire à vie, revenu de base, baisse des hauts revenus, plein emploi, développement de l'agriculture biologique, meilleure reconnaissance des minorités, démocratie par tirage au sort, meilleur engagement de l'État pour l'enseignement scolaire, notamment en banlieue, prix libre, partenariat transatlantique de commerce et d'investissement, etc.

Face aux syndicats, Marx écrivait déjà en 1865 dans *Salaire, prix et profit* : "Il leur faut effacer cette devise conservatrice 'Un salaire équitable pour une journée équitable', et inscrire le mot d'ordre révolutionnaire 'Abolition du salariat !'". C'est précisément cette logique révolutionnaire à laquelle ceux qui tirent les ficelles dans l'ombre du mouvement Nuit debout tournent volontairement le dos, engageant ceux qui s'y laissent prendre, en particulier dans les rangs des jeunes générations qui se posent des questions sur cette société, sur un terrain pourri : celui du réformisme et des urnes.

La plus emblématique des revendications est sans nul doute la volonté de faire pression pour une nouvelle Constitution établissant une "République sociale". Ainsi selon l'économiste Frédéric Lordon, l'un des initiateurs de Nuit debout : "Le premier temps de la réappropriation, c'est bien la réécriture d'une Constitution (...). Qu'est-ce que la république sociale ? C'est la prise au sérieux de l'idée démocratique posée en toute généralité par 1789..."

Tout est dit. L'objectif central de ceux qui ont lancé Nuit debout c'est de réaliser une "vraie démocratie" telle que la Révolution française de 1789 l'avait promis ; seulement ce qu'il y avait de révolutionnaire il y a de deux siècles et demi, à savoir instaurer le pouvoir politique de la bourgeoisie en France, dépasser le féodalisme par le développement du capitalisme, bâtir une nation... tout cela est aujourd'hui devenu irrémédiablement réactionnaire. Ce système d'exploitation est décadent, il ne s'agit plus de l'améliorer, car cela est devenu impossible, mais de le dépasser, de le mettre à bas par une révolution prolétarienne internationale. Ainsi, est semée l'illusion que l'État est un agent "neutre" de la société sur lequel il faudrait "faire pression" ou qu'il faudrait protéger des "actionnaires", des "politiciens corrompus", des "banquiers cupides", de "l'oligarchie". Alors qu'en réalité, l'État est le plus haut représentant de la classe dominante, le pire ennemi des exploités.

Surtout, il ne faudrait pas sous-estimer le danger que représente la focalisation sur les "banquiers", "les actionnaires", les "politiciens corrompus". Ce procédé consistant à accuser telle ou telle fraction, telle ou telle personne à la place du système d'exploitation comme un tout n'a pas d'autre signification que la préservation des rapports sociaux capitalistes. Il remplace ainsi la lutte de classe, la lutte contre le capitalisme et pour un autre monde, par une haine ciblée et dirigée contre les personnes qu'il suffirait d'écarter du pouvoir pour que tous les maux de la société s'évanouissent comme par enchantement (1).

Nuit debout, l'anti-Indignados

Nuit debout prétend reprendre le flambeau des mouvements de 2006 et 2011. Mais en réalité, il vise à travestir leur mémoire en déformant totalement ce qui avait fait la force du mouvement contre le CPE et celui des Indignados, en prônant la discussion citoyenniste et républicaine, en focalisant la réflexion sur comment rendre le capitalisme plus humain et plus démocratique.

En 2006 en France, les étudiants précaires ont débattu dans de véritables assemblées générales souveraines qui ont libéré la parole. Ils ont aussi eu le souci d'élargir le mouvement aux travailleurs, aux retraités (2) et aux chômeurs, d'abord en leur ouvrant leurs AG, en mettant en avant des revendications larges dépassant le simple cadre du CPE (3) et en laissant de côté toutes les requêtes spécifiquement estudiantines. Cinq ans plus tard, en 2011, c'est en Espagne avec le mouvement des Indignados, aux États-Unis et en Israël avec celui des Occupy, qu'à nouveau s'est fait jour le besoin vital de se rassembler et de discuter des maux de ce monde capitaliste qui nous impose sa dictature faite d'exploitation, d'exclusion et de souffrances. Cette fois, les assemblées n'eurent pas lieu dans des amphithéâtres mais dans la rue et sur les places (4).

Lors du mouvement des Indignados en Espagne, dans un contexte différent, les mêmes ficelles avaient été tirées qu'aujourd'hui avec Nuit debout. Les altermondialistes de la DRY (Démocratie réelle maintenant), et donc d'Attac, s'étaient dissimulés sous le masque de "l'apolitisme" pour mieux saboter toute possibilité de réelle discussion. Là-aussi, ils avaient focalisé toutes les énergies sur la "vie des commissions" au détriment des débats en assemblées générales et sur les "bons choix" à faire "dans les urnes" (Podemos étant l'aboutis-

sement de cette démarche). Mais le mouvement social était alors un peu plus profond. De nombreux manifestants avaient eu la force politique de tenter de prendre l'organisation de la lutte en main ; et de véritables assemblées générales, avec débat et réflexion sur la société, s'étaient tenues en parallèle à celles de DRY avec un black-out complet des médias. Voici ce que nous écrivions alors : "Le dimanche 22, jour d'élections, a lieu une nouvelle tentative d'en finir avec les assemblées. DRY proclame que 'les objectifs sont atteints' et que le mouvement doit s'achever. La riposte est unanime : 'Nous ne sommes pas ici pour les élections !' Lundi 23 et mardi 24, tant en nombre de participants que par la richesse des débats, les assemblées atteignent leur point culminant. Les interventions, les mots d'ordre, les pancartes prolifèrent qui démontrent une profonde réflexion : 'Où se trouve la gauche ? Au fond à droite !', 'Les urnes ne peuvent contenir nos rêves !', '600 euros par mois, ça c'est de la violence !', 'Si vous ne nous laissez pas rêver, nous vous empêcheront de dormir !', 'Sans travail, sans logement, sans peur !', 'Ils ont trompé nos grands-parents, ils ont trompé nos enfants, qu'ils ne trompent pas nos petits-enfants !'. Ils démontrent aussi une conscience des perspectives : 'Nous sommes le futur, le capitalisme c'est le passé !', 'Tout le pouvoir aux assemblées !', 'Il n'y a pas d'évolution sans révolution !', 'Le futur commence maintenant !', 'Tu crois encore que c'est une utopie ?' (...) Cependant, c'est surtout la manifestation à Madrid qui exprime le virage du 19 juin vers la perspective du futur. Elle est convoquée par un organisme directement lié à la classe ouvrière et né de ses minorités les plus actives. Le thème de ce rassemblement est 'Marchons ensemble contre la crise et contre le capital'. Les revendications sont : 'Non aux réductions de salaires et des pensions ; pour lutter contre le chômage : la lutte ouvrière, contre l'augmentation des prix, pour l'augmentation des salaires, pour l'augmentation des impôts de ceux qui gagnent le plus, en défense des services publics, contre les privatisations de la santé, de l'éducation... Vive l'unité de la classe ouvrière !'" (5).

Nous ne partageons pas chaque revendication des Indignados. Des faiblesses, des illusions sur la démocratie bourgeoise étaient également très présentes ; mais la dynamique du mouvement était animée par un souffle prolétarien, une critique profonde du système, de l'État, des élections, un combat contre les organisations de gauche et d'extrême-gauche qui déployaient toutes leurs forces politiques pour limiter la réflexion et la rabattre dans les limites de ce qui est acceptable par le capitalisme.

1) Cette dénonciation de l'oligarchie est d'ailleurs très proche de la focalisation sur l'Establishment par Donald Trump aux États-Unis. Si les apparences sont différentes, il s'agit en réalité du même fond idéologique, celui de la personnalisation.

2) "Vieux croûtons, jeunes lardons, la même salade !" était l'une des pancartes ayant le plus grand succès.

3) À propos du CPE, lire sur notre site : "Salut aux jeunes générations de la classe ouvrière !"

4) Lire sur notre site notre : "Dossier spécial sur le mouvement des Indignés et des Occupy".

5) Extraits de notre article publié sur le web : "La mobilisation des indignés en Espagne et ses répercussions dans le monde : un mouvement porteur d'avenir".

La faiblesse actuelle de notre classe n'a pas permis que se dégage une telle critique prolétarienne de Nuit debout ni donc de faire fructifier l'envie d'être ensemble, de se solidariser et de débattre qui pouvait animer une partie des participants. Surtout, la bourgeoisie a tiré les leçons des mouvements précédents, elle a beaucoup mieux préparé le terrain et l'encadrement, consciente de ses capacités de manœuvre compte-tenu de l'état de faiblesse actuelle du prolétariat. Aujourd'hui, ce sont ainsi Attac, le NPA, le Front de gauche et tous les adeptes du réformisme et d'une prétendue "vraie démocratie", qui restent les maîtres d'œuvre des Nuits debout et qui profitent du déboussolement et du manque de perspective comme de l'incapacité des prolétaires à se reconnaître comme classe et à identifier leur intérêts de classe pour occuper le terrain social. Ces groupes agissent en réalité comme expression et force d'appoint du capitalisme.

La véritable nature de Nuit debout

Il faut être clair : Nuit debout n'a rien de spontané. C'est un mouvement mûrement réfléchi, préparé et organisé de longue date par des animateurs et défenseurs radicaux du capitalisme. Derrière ce mouvement prétendument "spontané" et "apolitique" se cachent des professionnels, des groupes de gauche et d'extrême-gauche qui mettent en avant "l'apolitisme" pour mieux contrôler le mouvement en coulisses. D'ailleurs, l'appel du 31 mars avait déjà pour le premier soir une dimension d'embellie professionnelle : "Au programme : animation, restauration, concerts, partage d'informations, Assemblée citoyenne permanente et plein de surprises".

L'origine de Nuit debout est une rencontre publique organisée à la Bourse du travail de Paris, le 23 février 2016. Cette rencontre, baptisée : *Leur faire peur*, est motivée par les réactions enthousiastes du public au film de François Ruffin, *Merci Patron !*. La décision est prise d'occuper la Place de la République à l'issue de la manifestation du 31 mars. "Le collectif 'de pilotage', une quinzaine de personnes, réunit : Johanna Silva du journal Fakir, Loïc Canitrot, intermittent de la compagnie Jolie Môme, Leila Chaïbi du Collectif Jeudi noir et adhérente du Parti de gauche, une syndicaliste d'Air France également au PG, un membre de l'association Les Engraineurs, ou encore un étudiant à Sciences Po, l'économiste atterré Thomas Coutrot et Nicolas Galepides de Sud-PTT (...). L'association Droit au logement offre son aide, notamment juridique et pratique, l'organisation altermondialiste Attac et l'union syndicale Solidaires se joignent également au collectif. C'est l'économiste Frédéric Lordon qui est sollicité par le collectif d'initiative pour ouvrir cette première nuit parisienne du 31 mars. [Son idée :] 'Pour la république sociale', (...) trouvera un écho dans les ateliers de réflexion sur l'écriture d'une nouvelle Constitution (Paris, Lyon...)". Ces quelques lignes extraites de Wikipédia révèlent à quel point toutes les forces politiques officielles, syndicales et associatives de la gauche ont contribué à préparer en amont puis à prendre en charge le mouvement Nuit debout.

En particulier, qui est François Ruffin ? Rédacteur en chef du journal gauchiste Fakir, il est un proche du Front de gauche et de la CGT. Son objectif est de faire "pression sur l'État et ses représentants" ou, pour reprendre ses propres mots, "leur faire peur" (sic). Pour qu'un mouvement réussisse, selon lui, il faut que "le combat dans les rues et l'ex-

pression dans les urnes convergent", comme en 1936 et "même en 1981". C'est oublier volontairement un peu vite que 1936 a préparé l'embrigadement de la classe ouvrière dans la Seconde Guerre mondiale ; quant à 1981, ce prétendu "mouvement social" a permis au Parti socialiste d'arriver au pouvoir pour mener l'une des politiques les plus efficacement anti-ouvrières de ces dernières décennies ! Voilà la coulisse de Nuit debout : une entreprise grandement destinée à faire croire à tous ses participants de bonne foi et plein d'espérance qu'ils luttent de manière efficace et radicale pour mieux les diriger vers les urnes et l'illusion que la société capitaliste peut-être plus humaine si on vote pour les "bons partis" (6).

Cette initiative de la gauche du PS et de l'extrême-gauche arrive à un moment extrêmement opportun pour la bourgeoisie : à un an des élections présidentielles, alors que le PS est très largement discrédité. Ce qui se joue à court et moyen terme, c'est en grande partie la capacité de la bourgeoisie à dégager une nouvelle gauche crédible devant la classe ouvrière, une gauche "radicale, alternative et démocratique". Cette même dynamique se joue d'ailleurs de manière assez semblable dans de nombreux pays, avec Podemos en Espagne et Sanders aux États-Unis, par exemple. Il n'est pas du tout certain que cette partie de la manœuvre, son versant électoraliste, aboutisse à un succès pour la bourgeoisie, c'est-à-dire à une mobilisation dans les urnes, car la classe ouvrière est très profondément dégoûtée par l'ensemble des partis politiques. De même, la tentative de François Ruffin de rabattre les participants de Nuit debout vers les syndicats (7), en particulier la CGT, a jusque-là été un échec. Par contre, l'idéologie véhiculée par ce mouvement, le citoyennisme, qui dilue encore un peu plus l'identité de classe du prolétariat et la personnalisation au lieu du combat contre le système capitaliste, est un poison particulièrement efficace et dangereux pour l'avenir.

Nuit debout, plus encore qu'une énième manœuvre des forces de gauche et d'extrême-gauche de la bourgeoisie, est le symbole des très grandes difficultés actuelles des ouvriers à se reconnaître comme une classe, comme une force sociale porteuse d'un avenir pour l'ensemble de l'humanité. Et ces difficultés ne sont pas ponctuelles : elles s'inscrivent dans un processus profond et historique de la société. Les graines plantées par des mouvements comme la lutte contre le CPE ou les Indignados qui ont été des expressions de besoins réels du prolétariat pour développer son combat sont aujourd'hui comme endormies dans un sol gelé. Quant aux mouvements plus anciens, ceux de la Commune de Paris ou de la révolution d'Octobre 1917, ils sont ensevelis pour l'instant sous des tonnes de mensonges et d'oublis.

Mais si l'atmosphère sociale se réchauffait, sous les coups de boutoir de la crise et de l'aggravation inévitable des attaques contre toutes nos conditions d'existence, alors quelques fleurs pourraient germer. Cette confiance en l'avenir se fonde sur la conscience que le prolétariat est une classe historique qui porte toujours en elle cet autre monde, libéré des rapports d'exploitation, nécessaire et possible pour l'humanité.

Germain, 15 mai 2016

6) Pour mieux comprendre la pensée de François Ruffin et les origines de Nuit debout, lire notre article dans ce même journal sur le film : *Merci patron !*.

7) "Je souhaite qu'on fasse un très gros 1^{er} Mai, que la manifestation se termine à République et qu'on fasse un meeting avec les syndicats qui sont opposés à la loi travail."



Au lieu du combat contre le système capitaliste, Nuit debout répand le poison de la personnalisation des maux de la société sur quelques représentants du système

La politique allemande et le problème des réfugiés

l'extérieure d'une part, et la tendance orientée vers l'extérieur de chaque capitaliste aspirant à la conquête du monde d'autre part, forme l'une des principales contradictions étreignant inextricablement le capitalisme.

L'actuelle crise des réfugiés montre à quel point il est délicat de concilier ces deux principes. S'il dépendait seulement des dirigeants de l'économie, le flot de réfugiés au meilleur âge de travailler ne devrait si possible jamais cesser. Cela ne leur poserait aucun problème qu'un million de réfugiés arrive annuellement. Cependant, ce qui a du sens au plan économique, peut avoir politiquement des conséquences fatales. Car, dans le capitalisme, les réfugiés ne sont pas seulement de pauvres va-nu-pieds mais en même temps des concurrents dans la lutte pour les logements, l'assistance sociale, les emplois. Ce qui n'est pas un motif d'appréhension pour les capitalistes en est un pour les allocataires Hartz IV⁽¹⁾, les employés à bas salaire, les déracinés locaux.

Ce n'est, bien sûr, pas la première fois qu'une vague de réfugiés déferle sur l'Allemagne. Dans les cinq années de l'après-guerre (1945-50), plus de douze millions d'expulsés des anciennes provinces de l'Est et de Bohême-Moravie se dirigèrent vers l'Allemagne en ruines dont la population souffrait de privations. Il est évident qu'à cette époque, il ne pouvait être question de "culture de la bienvenue". Au contraire, les expulsés se heurtaient à une rancune, une haine et un rejet massifs de la part de la population locale. Finalement, l'intégration sociale et non seulement professionnelle des expulsés parvint à s'accomplir avec bien moins de difficultés qu'il n'était à craindre, ce qui tint à deux conditions : premièrement, au fait que les expulsés provenaient du même espace linguistique et culturel, deuxièmement, au contexte de la reconstruction qui s'enclencha (au moins en Allemagne de l'Ouest) avec la création de l'union monétaire qui aspira toute la main-d'œuvre disponible à tel point que c'étaient les patrons qui se faisaient concurrence pour la main-d'œuvre devenue rare. Aujourd'hui en revanche, les masses de réfugiés proviennent tous sans exception d'une zone culturelle et linguistique étrangère et se heurtent à une société qui, depuis de longues années, se trouve dans un mouvement de crise générale en constante aggravation où la guerre pour le partage du travail, des logements, de la formation a pris une envergure insoupçonnée, tout en catapultant des fractions de la population toujours plus importantes dans la paupérisation.

Lorsqu'à la crise générale s'ajoute le manque de perspective, l'absence d'un contre-projet social à la misère capitaliste, le populisme politique est à la noce, se nourrissant d'un phénomène que Marx a appelé "la religion de la vie quotidienne". Il s'agit de la mentalité des "petites gens" qui refuse de reconnaître que le capitalisme, à la différence des formes sociales du passé, est un système dépersonnalisé, chosifié au sein duquel le capitaliste particulier n'est pas un acteur souverain sur le marché, mais au contraire est mu par celui-ci ou, comme Engels le dit, est dominé par son propre produit, et dans lequel la classe politique est animée par les "nécessités" et

non ses propres préférences. C'est l'état d'esprit du petit-bourgeois philistin outragé qui s'insurge contre la classe dominante et vitupère "ses" représentants, mais qui finit par se jeter dans les bras de ceux qu'il invectivait il y a peu encore de "traîtres au peuple" dans l'espoir d'y trouver une protection contre les "étrangers". C'est une mentalité complètement réactionnaire célébrant le conformisme comme idéal suprême et désireuse de déchaîner des pogroms contre ceux qui pensent autrement, qui ont une autre couleur, contre tout ce qui est différent.

Le mouvement Pegida⁽²⁾, principalement établi dans l'Est de l'Allemagne est un exemple tout aussi parlant qu'abject de cet état d'esprit extrêmement étroit, intolérant et taruffé. Son cri de guerre "Nous sommes le peuple" ignore complètement que la classe ouvrière, le "peuple" (pour reprendre son jargon), en Allemagne et ailleurs n'a jamais (et aujourd'hui moins encore) présenté une composition homogène telle que ce mouvement le fantasme. Son boycott de la "presse du mensonge" ainsi que ses glapissements furieux envers les partis établis (allant jusqu'à des menaces de mort envers des hommes politiques) n'illustrent que sa déconvenue quant à la "trahison" de la politique et des médias, comme si le but de ces institutions profondément bourgeoises était de restituer ou de représenter la "volonté du peuple". En réalité, leur haine débridée n'est pas dirigée contre la classe dominante mais contre les plus faibles de la société, comme le prouvent jour après jour leurs rassemblements devant les foyers de réfugiés, leurs lâches attaques contre les hébergements de réfugiés et d'étrangers. Ce qui est complètement typique du pogromisme, c'est que ce sont justement les parties de la population les moins en mesure de se défendre qui doivent leur servir de boucs-émissaires et faire les frais de leurs existences détraquées (que l'on se réfère seulement au passé de petit criminel d'un Lutz Bachmann!⁽³⁾).

Le problème du populisme et du pogromisme contraint les partis établis, en particulier les partis de gouvernement à jouer avec le feu. Ils ressemblent, dans leur action, au célèbre apprenti-sorcier qui laisse s'échapper de sa bouteille le (mauvais) génie de la panique et de la haine des étrangers, risquant ainsi d'en perdre le contrôle. Jusqu'à maintenant, au contraire de la plupart des autres États européens, la bourgeoisie allemande est parvenue à empêcher l'émergence d'un parti populiste, de gauche comme de droite, ce qui, en raison de son passé funeste, est une préoccupation particulièrement importante. Il va aussi dépendre de la manière dont la crise des réfugiés sera traitée que les choses demeurent ainsi. Tout semble indiquer que ce sont particulièrement les milieux populistes de droite qui profitent de la politique de Merkel. En plus d'AfD qui, comme nous l'avons mentionné en introduction, progresse actuellement dans les sondages d'opinion, le mouvement Pegida cité plus haut semble avoir le

vent en poupe. Les "manifestations du lundi"⁽⁴⁾ à Dresde sont à nouveau fréquentées par des foules de plus de 10000 personnes, dont le potentiel d'agression a clairement augmenté, tant par la parole que par les voies de faits.

Comment la bourgeoisie allemande s'y prend-elle avec ce problème? Premièrement, il faut constater que, d'une part, la classe politique ne s'oppose plus aux attentats des "bas de plafond" d'extrême-droite en les banalisant et en en minimisant la gravité comme elle l'a fait jusqu'alors, mais en les qualifiant désormais de "terroristes". Cela est important dans la mesure où, en Allemagne, le terme de "terrorisme" provoque certains réflexes et des associations d'idées à la Seconde Guerre mondiale, où l'on procédait massivement à l'exécution pure et simple de prétendus saboteurs, ou bien éveille le souvenir de "l'automne allemand" de 1977⁽⁵⁾ où l'on a élevé

4) Depuis le mois d'octobre 2014, le mouvement Pegida manifeste chaque lundi à 18h30 dans un parc de la ville de Dresde contre la politique d'asile du gouvernement et "l'islamisation de l'Allemagne" (NdT).

5) L'automne allemand a été un ensemble d'événements de la fin de 1977 associés à l'enlèvement par le groupe terroriste Fraction armée rouge (RAF) de l'industriel et "patrons des patrons al-

les terroristes de la RAF au rang "d'ennemi public n° 1" de l'État. En outre, en usant de l'accusation de terrorisme, l'État emploie les grands moyens pour empêcher que le harcèlement ne dépasse trop les bornes. En même temps, l'AfD s'est divisée et en prend pour son grade dans les médias. Enfin, on a pu observer aussi comment politiciens et médias se sont efforcés de situer le mouvement Pegida dans la proximité du néonazisme, ce qui a toujours constitué un moyen éprouvé pour isoler socialement en Allemagne les mouvements de protestation, quelle qu'en soit la couleur.

D'autre part, les partis établis mettent tout en œuvre pour donner l'impression qu'ils comprennent les préoccupations et les angoisses de la population. Ainsi, le gouvernement fédéral tente-t-il, à coups de promesses financières et de pression morale,

lemans" Hans Martin Schleyer et au détournement du Boeing de la Lufthansa "Landshut" par le Front populaire pour la Libération de la Palestine (FPLP). L'automne allemand a pris fin le 18 octobre avec la prise d'assaut par un commando des forces spéciales allemandes du "Landshut" sur l'aéroport de Mogadiscio, la mort de Schleyer et des figures de proue de la première génération de la RAF dans leur prison de Stammheim. Le chancelier social-démocrate Helmut Schmidt avait déclaré que "les ravisseurs [étaient] l'équivalent des nazis" (NdT).

de décider d'autres pays de l'UE de délester l'Allemagne d'une partie des réfugiés syriens – pour l'instant sans succès. La Grande Coalition a concocté à toute vitesse une loi permettant la reconduite immédiate aux frontières ("beschleunigtes Abschiebeverfahren") et a réalisé le tour de force de commencer à l'appliquer avant même qu'elle n'entre en vigueur, uniquement dans le but de pouvoir prêcher auprès de l'électorat qu'on le protège contre la "sur-colonisation étrangère" (*Überfremdung*)⁽⁶⁾. Au sein du gouvernement, il est déjà question d'un taux de reconduite aux frontières de 50% des réfugiés arrivant en Allemagne. Ce sont essentiellement le président de la CSU Seehofer et son secrétaire général Söder qui, dans ce processus où il existe un partage du travail, assument le rôle des *bad guys* et réclament avec véhémence la fermeture des frontières ainsi que la limitation du droit d'asile inscrit dans la Constitution. (À suivre...)

FT, 7 novembre 2015

6) Ce terme allemand difficile à rendre en français est souvent repris dans la presse tel quel sans le traduire. Dans le langage politique bourgeois, il a pris depuis les années 70 toute une palette de nuances. Actuellement, il prend plutôt l'acception de "proportion "excessive" d'étrangers" et une nette coloration xénophobe (NdT).

1976-2016

Il y a 40 ans, la démocratie espagnole naissante a fait ses débuts avec des assassinats d'ouvriers à Vitoria

Il y a aujourd'hui 40 ans, se sont déroulés les événements de Vitoria de 1976, dans un contexte d'importantes mobilisations ouvrières partout en Espagne, pour la défense des conditions de vie face à la dévalorisation des salaires due à la crise économique. Les manifestations dans cette ville étaient devenues de plus en plus massives, s'unifiant dans des assemblées générales, en élisant un Comité de délégués révocables. Et justement c'est au moment où allait avoir lieu une assemblée générale dans l'église de San Francisco, que la répression policière s'est abattue sur les ouvriers. Le ministre de l'Intérieur d'alors, Fraga Iribarne, fondateur et président du parti de droite espagnol (Parti Populaire), jusqu'à son décès, et toujours salué comme un grand "démocrate", donna l'ordre de tirer sur les travailleurs. Il y a eu 5 morts et beaucoup de blessés.

La réponse ouvrière fut très puissante, partout dans le pays il y a eu des manifestations de solidarité, des assemblées massives se sont organisées à l'échelle d'une ville entière comme à Pampelune, s'exprimant ainsi une dynamique de lutte de masses, unifiant les revendications et refusant tout retour au travail jusqu'à ce que ces revendications aient été satisfaites. L'État a dû céder partiellement.

Début mars dernier, dans son premier discours parlementaire lors du premier essai d'investiture de Pedro Sánchez (du Parti socialiste), Iglesias (chef de Podemos)⁽¹⁾ a voulu s'appuyer sur cet anniversaire

1) Iglesias n'a pas été le seul à "rendre hommage" aux 5 ouvriers tués pour la "démocratie" et la "justice sociale". Vitoria étant une ville basque, la représentante de la gauche nationaliste basque (suite "légale" de l'ETA) a lâché elle-aussi son laïus d'anniversaire, mettant ainsi les assassinats de ces prolétaires comme des sacrifices sur l'autel de la "démocratie" pour l'un et, implicitement, de "la patrie basque" pour l'autre. Cette utilisation de l'assassinat des prolétaires par la démocratie naissante en Espagne et non pas pour ce régime d'exploitation, est exécrable. Ces événements

pour avaliser ses propositions d'un "renouvellement démocratique" et de "justice sociale". Mais ce que les ouvriers, en 1976, avaient en face d'eux ce n'était pas tant un gouvernement post-franquiste agonisant, mais, justement, un projet de transition démocratique organisé avec le soutien international des vieilles démocraties européennes de ce qui était à ce moment-là le bloc américain (l'Allemagne et la France, en particulier), pour essayer de contenir le grand malaise existant en Espagne et les luttes. Les Pactes de la Moncloa, un an plus tard, montrèrent l'unité de toute la bourgeoisie pour attaquer le prolétariat sous le couvert idéologique de la réforme démocratique.

Par contre, Vitoria 76 a un rapport avec les assemblées massives du 15 M [pour 15 mai 2011], avec la dynamique de la lutte de masse (même si en 2011 n'a pas pu surgir clairement une identité prolétarienne)⁽²⁾; mais le parti d'Iglesias n'a rien à voir avec tout cela⁽³⁾. Pas plus que l'actuel mouvement Nuit debout en France qui continue à véhiculer, avec ses soi-disant "assemblées pour une résistance citoyenne", toutes les illusions possibles sur un État bourgeois "plus démocratique".

Pour que cette expérience demeure vivante dans les mémoires et serve de leçon pour les mouvements futurs, nous republions sur notre site Internet un article d'avril 1976 d'*Acción Proletaria*, petit noyau politique qui intégrera quelques mois plus tard, en septembre 1976, notre organisation, le Courant communiste international.

sont lointains et ces vendeurs de la camelote faisandée du national-gauchisme en profitent. On peut par ailleurs lire "Podemos: des habits neufs au service de l'empereur capitaliste" (mars 2016).

2) Voir notre tract international "2011 : de l'indignation à l'espoir".

3) Comme nous l'avons analysé dans un article de dénonciation de la mystification de Podemos que nous avons publié (en espagnol) dans *Acción Proletaria* (2014).



1) Les réformes Hartz (du nom de leur inspirateur) sont les réformes du marché du travail pré-tendument "de lutte contre le chômage en vue d'améliorer le retour à l'activité des bénéficiaires d'allocations" adoptées entre 2003 et 2005 sous le mandat du chancelier socialiste G. Schröder et mises en place sous la forme de quatre lois dont la plus importante est la loi Hartz IV (NdT).

2) Abréviation de "Patriotische Europäer gegen die Islamisierung des Abendlandes" (Patriotes Européens contre l'islamisation de l'Occident), mouvement d'extrême-droite contre l'immigration islamique en Allemagne. Le mouvement a été lancé le 20 octobre 2014 par Lutz Bachmann et une douzaine de personnes. (d'après Wikipédia) (NdT).

3) Organisateur du mouvement anti-islamisation Pegida de 2014 jusqu'à début 2015. Ancien braqueur, il est condamné à trois ans et demi de prison ferme pour seize cambriolages perpétrés dans les années 1990. Il s'enfuit en Afrique du Sud et prend une fausse identité avant d'être extradé. Il est ensuite condamné pour trafic de stupéfiants (d'après Wikipédia) (NdT).

LE CCI SUR INTERNET

internationalism.org

E-mail : france@internationalism.org

ABONNEMENTS

Abonnement découverte

Révolution internationale, 3 numéros : 5 €
pack Révolution internationale (3 numéros)
+ Revue internationale (1 numéro) : 8 €

Abonnement simple

Révolution internationale (11 numéros)

FRANCE	18,5 €
ETRANGER	20,5 €
PAR AVION DOM/TOM	21,5 €

Abonnement simple

Revue internationale (4 numéros)

FRANCE	18,5 €
ETRANGER	17 €
PAR AVION DOM/TOM	18,5 €

Abonnement couplé : journal + revue

11 n ^{os} + 4 n ^{os}	
FRANCE	35 €
ETRANGER	38 €
PAR AVION DOM/TOM	38 €

Versement par chèque bancaire ou postal
à l'ordre de RI - CCP 523544Y - Rouen, à adresser à la boîte postale de RI.

Abonnement diffuseur

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :

Révolution internationale

abonnement à 3 : 45 €
à 5 : 73 €

Revue internationale

abonnement à 2 : 31 €
à 3 : 45 €

Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse

soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Au-delà des discussions que nous pouvons avoir lors de nos réunions publiques et permanences, nous appelons donc vivement nos lecteurs à nous écrire, soit par courrier classique, soit par e-mail ou encore, en utilisant la nouvelle fonctionnalité de notre site internet qui permet de placer vos commentaires à la suite des articles que nous y publions.

APPEL A SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son État pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants. Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolution-

naires. Elle participe pleinement de la défense des intérêts de la classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au compte de RI (C.C.P. 523544Y - Rouen) ou peuvent être versées lors de nos interventions.

Courant Communiste International
Hiver 2016

Revue Internationale

21^e Congrès du CCI

40 ans après la fondation du CCI
Quel bilan et quelles perspectives pour notre activité ?

Rapport sur le rôle du CCI en tant que "Fraction"
La notion de Fraction dans l'histoire du mouvement ouvrier

Résolution sur la situation internationale

Rapport sur la lutte de classe

156

3,00 euros - 5 FS - 6 \$Can
Parait tous les 6 mois

RÉUNIONS PUBLIQUES

Pour connaître le thème,
rendez-vous sur notre site web
fr.internationalism.org

PUBLICATIONS DU CCI

Révolution internationale

Mail Boxes 153
108, rue Damremont
75018 Paris

Acción Proletaria

Ecrire à l'adresse postale
de Révolution internationale

Internationalisme

BP 94, 2600 Berchem
BELGIQUE

Internationalism

PO Box 90475
Brooklyn, NY 11209 - USA

Internacionalismo

Changement
d'adresse postale :
voir ci-contre.

Internationell Revolution

IR, Box 21106,
10031 Stockholm - SUEDE

Rivoluzione internazionale

CP 469, 80100 Napoli
ITALIE

Wereld Revolutie

P.O. Box 339
2800 AH Gouda - PAYS BAS

World Revolution

BM Box 869,
London WC1N 3XX
GRANDE-BRETAGNE

World Revolution

AUSTRALIE
Ecrire à l'adresse postale
en Grande-Bretagne

Weltrevolution

Postfach 410308 50863 Köln
ALLEMAGNE

Weltrevolution

Postfach 2216
CH-8026 Zürich
SUISSE

Revolución Mundial

Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico
MEXIQUE

Communist Internationalist

(publication en langue hindi)
POB 25, NIT,
Faridabad 121 00
HARYANA INDIA

BROCHURES DU CCI (tous nos prix sont en euros)

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.

(2,5 + frais d'envoi : France 2,11 / Etranger 4)

La décadence du capitalisme

(2,5 + 2,11 / 4)

Les syndicats contre la classe ouvrière

(2,5 + 2,11 / 4)

Nation ou classe

(3 + 2,11 / 4)

Le trotskisme contre la classe ouvrière

(4,5 + 2,11 / 4)

Organisation communiste et conscience de classe

(4 + 2,11 / 4)

Guerre du Golfe

(2,5 + 2,11 / 4)

L'État dans la période de transition

(3 + 2,11 / 4)

La Gauche communiste d'Italie

(8 + 3,77 / 6)

La Gauche hollandaise

(12 + 3,77 / 6)

La Gauche communiste de France

(4 + 2,11 / 4)

L'effondrement du stalinisme

(3 + 2,11 / 4)

La Révolution russe

(2,5 + 2,11 / 4)

Bilan de la lutte des infirmières - Octobre 1988

(2 + 2,11 / 4)

Luttes dans la fonction publique de décembre 95

Une victoire pour les syndicats,
une défaite pour la classe ouvrière
(2 + 2,11 / 4)

Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital

(4,5 + 2,11 / 4)

Comment le PCF est passé au service du capital

(3 + 2,11 / 4)

La terreur stalinienne : un crime du capitalisme, pas du communisme

(3 + 2,11 / 4)

Octobre 17

(3 + 2,11 / 4)

Le communisme n'est pas un bel idéal...

... mais une nécessité matérielle
... il est à l'ordre du jour de l'histoire
(3 + 2,11 / 4)

Les élections : un piège pour la classe ouvrière

(2 + 2,11 / 4)

SOUSCRIPTIONS

Divers

L, 35 € ; Z, 15 €.

Section Nord

RP de Lille, 16 janvier : M. Flo, 10 €.
RP de Paris, 23 janvier : Go, 20 € ; Di, 20 € ; Ro, 50 € ;
JL, 10 € ; Ja, 20 € ; Le, 50 € ; Ga, 10 € ; L, 5 €

Total : 245 €

CHANGEMENTS D'ADRESSE POSTALE

Du fait des conditions politiques actuelles au Venezuela, la BP a été fermée.
Nous demandons aux lecteurs d'envoyer leur courrier à la BP du CCI
en France ou par e-mail à venezuela@internationalism.org.

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

LA POLITIQUE ALLEMANDE ET LE PROBLÈME DES RÉFUGIÉS (II)

Un jeu dangereux avec le feu

Ce qui saute immédiatement aux yeux, c'est le changement d'apparat du nationalisme allemand.

L'exploitation idéologique

Jusqu'à récemment encore (dans la crise grecque), qualifiée à l'étranger de "IV^e Reich" et ses représentants volontiers caricaturés parés d'emblèmes nazis, présentés comme sans cœur et sans merci, l'Allemagne se repaît désormais de la gloire fraîchement acquise en tant que sauveuse des damnés de la terre. Les Allemands passent mondialement pour les "bons". Jamais depuis sa fondation, la réputation de la République fédérale d'Allemagne n'a été aussi bonne qu'aujourd'hui. En plus de son effet à l'extérieur, ce *lifting* exerce son rayonnement aussi vers l'intérieur, sous la forme du démocratisation. L'État allemand se donne en ce moment des allures de parangon en matière de proximité du citoyen, d'ouverture au monde et de tolérance, mettant ainsi en œuvre un processus funeste pour la classe ouvrière – de dissolution des classes sociales dans l'unité nationale. Et la chancelière Merkel, la froide physicienne, trouve visiblement un plaisir croissant dans son nouveau rôle de Sainte Mère, protectrice des demandeurs d'asile. Comment disait-elle déjà? "Si maintenant, nous commençons à devoir nous excuser de *montrer un visage amical* dans les situations d'urgence, alors cela n'est pas mon pays."

On ne peut pas le dire de façon plus pertinente. Dans les faits, il s'agit exclusivement de montrer un visage sympa; et derrière la mine amicale, on continue allègrement à traquer et à diviser. Ainsi, parallèlement à la "culture de la bienvenue", on effectue une division cynique entre les réfugiés de guerre et les "pseudo-demandeurs d'asile", une sélection sans merci des "réfugiés économiques", la plupart du temps des jeunes gens des Balkans sans perspective autre que la paupérisation. En vitesse, l'État fédéral et les

Länder se sont mis d'accord pour déclarer de façon délibérée le Kosovo, la Serbie et le Monténégro être des pays sûrs et supprimer ainsi tout fondement à la demande d'asile de la part des personnes originaires de ces régions. Cependant, même les "vrais" demandeurs d'asile ne sont eux-mêmes pas épargnés par les attaques venimeuses du monde politique ou des médias, comme le montrent celles du ministre fédéral de l'Intérieur de Maizière contre des réfugiés récalcitrants.

En outre, certains médias, en dépit de toute la rhétorique jusqu'aboutiste de la chancelière ("On va y arriver!") sont infatigables pour attiser la panique et les angoisses au sein de la population nationale. On parle là de peuples entiers qui se mettraient en route vers l'Europe, ici on dénonce le péril d'attaques terroristes fomentées par les "taupes" islamistes venues avec l'armée de réfugiés et on se demande quand l'atmosphère au sein de la population va-t-elle "changer". Mais surtout, le cœur de ceux qui mettent hystériquement en garde contre le "débordement" de l'Allemagne par les masses de réfugiés et vocifèrent que la barque est pleine, prend de l'ampleur.

Il n'est pas très difficile d'apprécier laquelle des deux voies, l'ouverture ou la fermeture des frontières, finira par s'imposer. La politique des "frontières ouvertes" n'a été, on peut partir de ce principe, qu'un intermède exceptionnel, unique dans le temps; le futur proche sera marqué par un nouveau verrouillage des frontières, aussi bien au plan national que dans l'UE. À l'avenir, comme le prévoient ses plans, la sélection des demandeurs d'asile "utiles" pour l'Allemagne doit s'opérer directement sur place, dans les pays d'origine. La campagne contre les passeurs est particulièrement perfide; elle ne vise pas uniquement les bandes mafieuses, mais aussi tous ceux qui aident professionnellement les réfugiés à fuir sans en tirer profit. "L'Union

européenne, qui veut être un espace de liberté, de sécurité et de droit ainsi que ses États-membres ont créé un système qui rend presque impossible aux personnes poursuivies, torturées et opprimées qui ont un besoin urgent d'assistance de trouver protection en Europe sans recours à des passeurs professionnels. Traduire ces derniers devant les tribunaux et les mettre en prison, c'est hypocrite, contradictoire et profondément inhumain", écrit à ce propos le *Republikanische Anwältinnen-und Anwälteverein* (RAV) dans sa Lettre d'information "Éloge des passeurs".

Il est incontestable que le monde vit avec la vague actuelle de réfugiés un drame d'une dimension qu'il n'avait encore jamais connue. En 2013, on comptait 51,2 millions de personnes déplacées, fin 2014 leur nombre atteignait 59,5 millions, soit la plus importante augmentation en l'espace d'une année et record absolu enregistré par le HCR des Nations Unies jamais atteint au niveau mondial. Il est indéniable que peu à peu les choses échappent à tout contrôle. Après la Syrie, la Libye menace aussi de dérapage dans une guerre civile totale, avec toutes les conséquences identiques à la Syrie. Dans les camps de réfugiés au Liban, en Jordanie et en Turquie, où la grande majorité des réfugiés de guerre syriens ont trouvé asile, se profile la menace d'une prochaine migration de masse en direction de l'Europe, suite aux réductions drastiques des aides de l'ONU, la faim s'ajoutant désormais à l'absence désespérante de toute perspective.

Cependant les médias sont justement portés à sur-dramatiser les conditions déjà dramatiques et d'en rajouter encore une couche. Ainsi depuis quelques temps, le spectre d'une migration de peuples entiers hante le grand public, la télévision diffuse le scénario effroyable de millions d'Africains attendant, tous bagages prêts, de saisir la moindre occasion pour déferler et tenter leur chance en Europe. De telles assertions

ne servent qu'à semer l'angoisse et la peur dans la population européenne, et, pour le moins, ne correspondent en rien aux faits. Si l'on examine de plus près les mouvements de réfugiés, on peut constater que la plus grande partie des réfugiés dans le monde cherche un abri dans les pays voisins du pays d'origine; ce n'est que lorsque tout espoir de retour a disparu que ceux des réfugiés qui ont les moyens financiers de se le permettre, prennent la route longue et périlleuse vers l'Europe, l'Amérique du Nord ou l'Australie. La rumeur d'exodes de masse en provenance d'Afrique est jusqu'alors dépourvue de tout fondement; les migrations sur le continent noir sont largement moins chaotiques que ne le font supposer les annonces épouvantables des médias. Fréquemment, des communautés villageoises entières vendent tous les biens et avoirs mobiliers pour financer le voyage vers l'Europe d'un seul jeune homme choisi par l'ensemble de la communauté, lequel est investi de la responsabilité de soutenir le village par la suite. Voilà quel est le modèle de migration du travail éprouvé depuis des décennies.

Cependant, effrayé par le nombre croissant de réfugiés, le gouvernement fédéral se voit contraint d'agir sur les causes profondes du drame des réfugiés, comme il dit. Mais la montagne accouche d'une souris. Tout ce qui vient à l'esprit de Merkel & Co en matière de solution sur le fond à ce problème global, ce ne sont que de belles paroles et quelques centaines de millions d'euros à sortir de la caisse pour financer les camps de réfugiés en Turquie et au Liban. Pas un mot sur la responsabilité des principales nations industrielles dans la destruction des bases d'existence de l'humanité dans le tiers-monde. Laissons encore une fois la parole au *Republikanische Anwältinnen-und Anwälteverein* (RAV) qui se rapproche des véritables causes de la misère des prétendus pays en développement, même s'il comporte d'une manière ou d'une autre une

imprécision (que veut-on entendre par "les Européens", qui est ce "nous"?): "L'Europe a, pour beaucoup de ces raisons, créé les causes et continue à le faire aujourd'hui encore. Les relations politiques que les puissances coloniales européennes ont laissées derrière elles après leur retrait, y inclus les tracés de frontières arbitraires, n'en sont qu'une partie. Du XVI^e au XVIII^e siècle, les Européens ont envahi l'Amérique du Sud, pataugeant jusqu'aux cuisses dans le sang, dévalisé par bateaux entiers l'or et l'argent qui ont servi de capital de démarrage pour l'économie en train d'éclorre. Les Européens ont transformé environ 20 millions d'Africains en esclaves pour les vendre dans le monde entier. Par la vampirisation de leurs matières premières, la surpêche à blanc de leurs mers, l'exploitation de leur main-d'œuvre pour la production à moindre coût et l'exportation de produits alimentaires hautement subventionnés qui anéantit l'agriculture de ces pays, nous nous trouvons aujourd'hui encore aux crochets de la population de la plupart des pays d'émigration" (*Idem*).

Populisme et pogromisme

La formation des États nationaux dans les pays industrialisés au XIX^e siècle reposait sur deux fondements. Le premier d'entre eux, la centralisation économique, était très rationnel; en revanche l'autre était de nature complètement irrationnelle. La constitution en nation aux XVIII^e et XIX^e siècles a eu lieu sur la base de mythes fondateurs pouvant contenir toutes sortes de récits mais qu'une idée fondamentale, un même mythe commun fictif unissait: la fable d'une grande communauté nationale, d'une famille même, se définissant par une origine commune (la "parenté du sang"), la culture et la langue. Ce trait caractéristique de la nation bourgeoise de se tourner vers l'intérieur, de se replier sur soi vis-à-vis de

(suite page 6)

NOS POSITIONS

- Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible: le socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.
- La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la Révolution russe, mais son fossoyeur.
- Les régimes étatisés qui, sous le nom de "socialistes" ou "communistes", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'État, propre à la période de décadence.
- Depuis le début du XX^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre États, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre

que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

- Toutes les idéologies nationalistes, d'"indépendance nationale", de "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.
- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La "démocratie", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.
- Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis "ouvriers", "socialistes", "communistes" (les ex-"communistes" aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de "front populaire", "front anti-fasciste" ou "front unique", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.
- Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, "officielles" ou "de base", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

- Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.
- Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les États, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.
- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'État capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les États et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale: le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.
- La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni "autogestion", ni "nationalisation" de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes: le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.
- L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein

du prolétariat. Son rôle n'est ni "d'organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir" en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITÉ

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association internationale des travailleurs, 1864-72, l'Internationale socialiste, 1889-1914, l'Internationale communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.